Document generated on 07/17/2025 3:36 p.m.

Bulletin d'histoire politique

Alexandre Lanoix, Historica & compagnie. L'enseignement de l'histoire au service de l'unité canadienne, 1867-2007. Montréal, Lux Éditeur, 2007, 143 p.

Christian Laville

Volume 17, Number 1, Fall 2008

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1056074ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1056074ar

See table of contents

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Laville, C. (2008). Review of [Alexandre Lanoix, Historica & compagnie. L'enseignement de l'histoire au service de l'unité canadienne, 1867-2007. Montréal, Lux Éditeur, 2007, 143 p.] *Bulletin d'histoire politique*, *17*(1), 405–408. https://doi.org/10.7202/1056074ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Alexandre Lanoix, *Historica & compagnie. L'enseignement de l'histoire au service de l'unité canadienne, 1867-2007*. Montréal, Lux Éditeur, 2007, 143 p. *

CHRISTIAN LAVILLE
Sciences de l'Éducation
Université Laval

Dans les coulisses de l'enseignement de l'histoire, Historica est souvent perçue comme la plus récente incarnation d'une grande conspiration pour aspirer les élèves du Québec dans l'identité nationale canadienne. C'est précisément ce qu'Alexandre Lanoix cherche à montrer (voire dénoncer) dans son ouvrage.

Son livre reprend un mémoire de maîtrise présenté au département d'histoire de l'UQAM en 2005 sous la direction de Robert Martineau. Il en préserve les qualités du genre, dont une bibliographie abondante et bien ordonnée, et quelques caractères un peu scolaires, avec de nombreuses répétitions, de longues mises en contexte, des références surabondantes – 400 et quelques pour 100 pages de texte.

La Fondation Historica, qui vaut son titre principal à l'ouvrage, n'est qu'un des objets d'étude d'A. Lanoix. S'en servant comme prétexte de départ, l'auteur examine une succession de projets et d'entreprises cherchant à enrôler « l'enseignement de l'histoire au service de l'unité canadienne », comme le précise le sous-titre de l'ouvrage. L'auteur entend ainsi « mettre au jour le méandre des opérations visant l'instauration d'une enseignement unique et partagé de l'histoire canadienne » (p. 13). C'est l'essentiel de son propos.

*. Cet ouvrage d'Alexandre Lanoix a fait l'objet d'un débat dans le *Bulletin d'histoire politique*, vol. 16, n° 3, printemps 2008, p. 281-289 : critiques de Julien Prud'homme et de Frédéric Boily.

Ce méandre, il en situe l'amont « dès les lendemains de la création du Dominion du Canada en 1867 » (p. 12). Il s'agit de lendemains de longue durée, sans doute, puisque c'est seulement 25 ans plus tard qu'est lancé un concours pour écrire un manuel d'histoire du Canada destiné aux écoles du pays. Le manuel en question est publié en 1898.

Ce serait là la première manifestation d'un projet récurrent de « manuel d'histoire pancanadien », selon l'expression constamment utilisée par A. Lanoix. Plusieurs autres ont suivi depuis, estime-t-il, et il les présente tour à tour. C'est d'abord, en 1945, une étude de la Canada and Newfoundland Education Association, qui propose que « tous les manuels d'histoire du pays comportent les mêmes faits de base » (p. 35). Puis c'est *Canada. Unité et diversité*, l'ouvrage publié en 1968 par les historiens québécois Marcel Trudel, Jean Hamelin, Fernand Ouellet et l'ontarien Paul Cornell. La même année, c'est le Rapport Hodgetts sur les études canadiennes, puis ses suites dans la Canada Studies Foundation, qui cette fois vise « non pas l'unité canadienne, mais la compréhension nationale » (p. 49), sans se centrer sur l'histoire cependant, est-il précisé (p. 54). Viennent ensuite La Société pour l'histoire nationale du Canada et l'Institut Dominion – la Canada's National History Society et le Dominion Institute, pour l'auteur. La première, dont un des buts principaux est de mousser l'intérêt pour l'histoire canadienne, publie la revue *The Beaver*, administre le concours du Prix du Gouverneur général pour l'excellence en enseignement de l'histoire du Canada (quelques fois gagné par des enseignants québécois) et le prix Pierre Berton, qui souligne une contribution exceptionnelle à la diffusion de l'histoire (Jacques Lacoursière l'a obtenu en 1997). Le second est surtout connu pour son sondage annuel sur les connaissances historiques des Canadiens ; chaque premier juillet, il s'emploie à souligner les connaissances historiques que les Canadiens n'ont pas mais devraient avoir à son avis ! Arrive alors la Fondation CRB (nommée d'après les initiales de son fondateur et principal mécène, le financier Charles R. Bronfman) et ses œuvres principales : d'abord les *Minutes du patrimoine*, ces films de soixante secondes produits pour le cinéma et la télévision, qui soulignent des moments ou des personnages marquants de l'histoire canadienne, puis Historica, créée par la Fondation CRB en 1999, et qui a repris les *Minutes* (devenues *Minutes Historica*).

La Fondation Historica apparaît comme l'entreprise la mieux implantée pour faire valoir ses vues sur l'histoire canadienne dans l'éducation. Elle est sans aucun doute celle qui a le plus de visées sur l'école, celle qui sollicite le plus les enseignants, avec une abondance de propositions d'activités pédagogiques et de matériel scolaire. Ses vues sur la nature et les objectifs de l'enseignement de l'histoire demeurent éloignées sinon adverses des programmes des provinces, mais elle le sait et s'efforce d'en tenir compte dans

ses stratégies d'implantation. Ce qui ne lui garantit pas le succès, car pour dire vrai on ne voit pas souvent la trace de ses divers projets dans les écoles (si j'étais Historica, d'ailleurs, je m'interrogerais certainement sur le rapport coût/bénéfices de mes investissements !).

Avec la Fondation CRB et Historica, Alexandre Lanoix complète son examen des entreprises qu'il estime être ou avoir été des projets de manuel d'histoire pancanadien. Il consacre bien quelques pages, ensuite, à la série télévisée *Le Canada, une histoire populaire*, diffusée par Radio-Canada au tournant du millénaire, mais on voit mal comment cette série de seize émissions aurait pu faire office de manuel, aussi ouvert que l'on soit à l'intégration des nouvelles technologies dans l'enseignement. Serait-ce par les suggestions d'exploitation pédagogique offertes sur le site Internet de Radio-Canada ? Ce ferait un peu court comme justification.

De fait, ce concept de manuel d'histoire canadien, qu'Alexandre Lanoix utilise de façon fort élastique, n'est pas des plus lumineux. En quoi, par exemple, l'étude de la Canada and Newfoundland Education Association, qui se conclut sur une invitation à partager les mêmes faits de base en histoire canadienne, et qui n'a connu aucune suite (p. 39), peut-elle être assimilée à un manuel d'histoire pancanadien ? L'auteur lui-même prend soin de prévenir que la proposition de la CNEA « était un cadre de rédaction de manuels, et non pas un manuel » (*id.*). L'intention était là, ajoute-t-il, mais peut-on traiter une intention comme une réalisation ? De même, comment assimiler la synthèse collective *Canada. Unité dans la diversité* à un manuel scolaire – « pancanadien » ou non – alors qu'on ne l'a à peu près jamais vu entre des mains d'élèves dans les écoles ?

Un autre embarras, c'est que tout au long de son texte, Alexandre Lanoix pose en arrière-plan l'image d'un Canada en continuelle crise existentielle – le mot crise ou des équivalents reviennent sans cesse – un Canada dont la survie dépendrait d'un enseignement de l'histoire qui amènerait les jeunes Québécois à intégrer une conscience historique canadienne commune. Heureusement, semblables aux Gaulois d'Astérix face aux Romains, les Québécois résistent au siège canadien : « Les Québécois en général, écrit-il, même les fédéralistes, sont généralement en désaccord avec l'enseignement d'une même histoire à tous les Canadiens » (p. 104). Mais est-ce si simple ? Sans retourner aux Arthur Maheux d'une autre époque, faut-il rappeler que bien des Québécois, dont des historiens respectés, ont participé et participent aux entreprises qu'A. Lanoix condamne. Il est facile de signaler que selon l'enquête menée en 2001 par l'Institut Dominion, 87 % des professeurs d'histoire du ROC – et non des Canadiens, comme Lanoix écrit – seraient « favorables à la participation de leur province au développement de standards nationaux en

matière d'enseignement de l'histoire » (p. 78), et d'oublier de dire que 74 % de ceux du Québec ayant été interrogés dans la même enquête se montrent eux aussi favorables à des standards nationaux (voir le site Web de l'Institut).

Il est bon de le souligner aussi, afin de se rappeler que toute entreprise pour mobiliser l'enseignement de l'histoire aux fins de conditionner des jeunes gens à une cause déterminée d'avance, qu'elle émane d'Historica ou d'ailleurs, est condamnable. Entre autres mérites, le petit livre d'Alexandre Lanoix a celui de nous le rappeler.